

DÉCLARATION FNEC FP-FO CT-RA DU 14 NOVEMBRE 2022 Nouvelle Aquitaine

Madame la Rectrice de Région, Mesdames les Rectrices d'académie, Mesdames & Messieurs les membres du CT-RA,

le 18 octobre dernier, les Professeurs de Lycées Professionnels et personnels des LP ont manifesté dans toute la France. A l'appel d'une large intersyndicale, dont le SNETAA-FO, pour le retrait du projet du Président Macron sur les lycées professionnels, ils étaient 1000 manifestants à Bordeaux, 800 à Poitiers, 300 à Limoges, 300 à Angoulême...

Projet de contre-réforme de la voie professionnelle, épée de Damoclès tombée des hautes mains du gouvernement pour asséner le coup de grâce aux PLP. Ni le décret de juin dernier permettant aux PLP d'enseigner en lycée général et technologique ou en collège, ni le placement du lycée pro sous la double tutelle du Ministère de l'Education nationale et du Ministère du Travail n'étaient anodins.

Aussi, si nous sommes révoltés par les annonces qui prédisent de sombres heures à nos LP, lesquels passeront bientôt sous le joug de l'entreprise, qui est toutefois surpris ?!

En effet, les changements à venir ne sont que l'aboutissement d'un cheminement politique dont nous avons su deviner les inquiétants projets. Comme l'apprentissage infra-Bac et les risques qu'il représente pour nos jeunes et pour la perpétuation de nos formations professionnelles sous statut scolaire, dans une Ecole laïque, républicaine, soucieuse de former de futurs citoyens, non une main-d'œuvre adaptée aux besoins locaux.

Non, on ne se résignera pas à voir la machine apprentissage sarcler nos boutures de citoyens.

La mobilisation du 18 octobre n'était qu'une introduction à la colère des PLP alors même que le ministère continue d'avancer sur son projet de réforme. Il a d'ailleurs installé le 21 octobre dernier 4 groupes de travail dont les thèmes sont très contestables, ou du moins très orientés pour justifier la réforme voulue par le Président Macron.

Le SNETAA-FO refuse de participer à ces GT, car il s'agit d'un simulacre de dialogue social, l'essentiel de la réforme ayant déjà été décidé par le Ministère. Non, il n'y a rien à négocier avant que ce projet ne soit retiré!

C'est pourquoi l'intersyndicale nationale de la Voie Pro a décidé d'une nouvelle journée de mobilisation le jeudi 17 novembre prochain.

C'est pourquoi le SNETAA-FO, premier syndicat de l'Enseignement Pro, a aussi décidé de proposer aux collègues une mobilisation le samedi 19 novembre à Paris devant le ministère.

C'est pourquoi le seul mot d'ordre de ces mobilisations est le retrait pur et simple de ce projet de contre-réforme qui nuit au lycée professionnel parce que prévaut cette doxa libérale d'une entreprise plus à même de former nos jeunes que l'Ecole.

Ces mobilisations s'annoncent déjà très importantes : non seulement tous les enseignants des LP sont appelés à descendre dans la rue, mais également tous les autres personnels de l'EN, les parents d'élèves et tous les citoyens attachés à cet « acquisconquis » issu du Conseil National de la Résistance suite à la grève générale qu'est l'enseignement professionnel dispensé par des établissements d'enseignement publics.

Le 18 octobre, il y avait aussi une mobilisation à l'appel des UD FO, CGT, FSU, Solidaires... pour l'augmentation des salaires et pour le respect du droit de grève.

Contrairement à la communication mensongère qui en est faite, les salaires des personnels n'ont jamais été aussi faibles dans un contexte d'inflation très forte. Avec 3,5% d'augmentation du point d'indice alors qu'on annonce 10% d'inflation pour décembre, les agents de la fonction publique vont subir une baisse de leur pouvoir d'achat inacceptable. Du reste, ces 3,5 % n'étaient rien de plus qu'un moyen pour l'Etat employeur d'échapper au paiement des indemnités différentielles pour les premiers niveaux des grilles des catégories B et C des agents de la Fonction Publique, qui se seraient retrouvés sans cela en dessous du SMIC, ce qui est illégal. Le même problème va donc très vite se reposer, car la smicardisation des grilles salariales de la Fonction Publique impose ce bricolage permanent, en lieu et place d'une vraie politique salariale de lutte contre la vie chère.

A cet égard, les dernières déclarations du Ministre de l'EN sont une véritable provocation et témoignent du mépris total dont le ministère fait preuve vis-à-vis de ses agents. Le Ministre a dit être frappé par le niveau de violence pendant la pause méridienne dans les écoles. Ainsi pour gagner plus, il voudrait confier aux professeurs de « nouvelles missions » dans le cadre du nouveau pacte enseignant. Le Ministre ajoute qu' « Il faut agir y compris dans le cadre des nouvelles missions que l'on va confier aux professeurs ».

Cette proposition est totalement inacceptable, ainsi les professeurs des écoles ne pourraient même plus de se reposer, corriger ou préparer les cahiers ou leur classe pour l'après-midi, recevoir des parents, participer à des réunions et tout simplement... déjeuner. Travailler plus pour perdre moins, tel pourrait-être le slogan du Ministre.

De la même façon, l'annonce de l'augmentation du salaire des AESH de 10% en... septembre 2023 est une provocation. Certains, en tout cas pas la FNEC-FP-FO, vont déclarer que c'est mieux que rien... c'est une évidence!

Mais ces 10% d'augmentation prévus en septembre 2023, soit dans 10 mois, que pèseront-ils face à une inflation qui dépassera largement les 10% si on en croit tous les experts ? !!! En fait, c'est une baisse du pouvoir d'achat qui est annoncée aux AESH!

Inacceptable pour la FNEC FP-FO!

Cette augmentation en trompe-l'œil, ne répond en rien à la revendication principale des AESH: 100% du SMIC dès 24 heures d'accompagnement par semaine.

La FNEC FP-FO revendique plus que jamais l'indexation immédiate du point d'indice sur l'inflation et un rattrapage de 25% du traitement des agents de la Fonction Publique.

« Résister, revendiquer, reconquérir. »

Nous vous remercions pour votre écoute.

Pour la FNEC FP-FO (Limoges, Poitiers, Bordeaux)

Marie-Noëlle Caire (Limoges),

Eric Mouchet (Bordeaux).